

Immeuble « Be Issy »,  
14-16 Boulevard Garibaldi  
92130 ISSY LES MOULINEAUX

## REGLEMENT DE CONSULTATION

**MARCHE DE TRAVAUX N° 25R06C017P**

### **TRAVAUX DE RÉHABILITATION-RESTRUCTURATION DE L'AUBERGE DE JEUNESSE LE D'ARTAGNAN**

#### **POUVOIR ADJUDICATEUR ET MAITRE D'OUVRAGE**

SEQENS SOLIDARITÉS SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM

Immeuble « Be Issy »,  
14-16 Boulevard Garibaldi  
92130 ISSY LES MOULINEAUX

Personne morale de droit privé soumise au Code de la  
commande publique

#### **Date limite de remise des candidatures**

**LUNDI 26 janvier 2026 à 12H00**

#### **PROCEDURE DE PASSATION**

**Procédure avec négociation en application des articles L.2124-3, R.2124-3 4°, R. 2171-15,  
R. 2124-3, R. 2161-12 et suivants du code de la commande publique**

**ATTENTION - Comment être notifié des mises à jour du DCE ?** L'entreprise doit disposer d'une inscription (gratuite) sur la plateforme <http://www.marches.securises> et doit s'identifier pour retirer le dossier. Si votre adresse électronique (adresse d'inscription) avec laquelle vous avez retiré le dossier vient à changer, il faut mettre à jour votre profil et ne pas recréer un nouveau profil.  
Les candidats qui ne s'identifient pas au préalable ne pourront être alertés des mises à jour. Tout échange dans le cadre de la consultation jusqu'au choix de l'attributaire se fait via cette plateforme de dématérialisation.

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>Préambule – présentation de SEQENS SOLIDARITÉS .....</b>	<b>4</b>
<b>2.</b>	<b>Protection des données à caractère personnel.....</b>	<b>4</b>
<b>3.</b>	<b>Présentation du marché.....</b>	<b>5</b>
<b>3.1.</b>	<b>Objet du marché de travaux .....</b>	<b>5</b>
<b>3.2.</b>	<b>Lieux d'exécution .....</b>	<b>5</b>
<b>3.3.</b>	<b>Procédure et forme du marché .....</b>	<b>5</b>
3.3.1.	Procédure .....	5
3.3.2.	Forme : .....	6
<b>3.4.</b>	<b>Allotissement.....</b>	<b>6</b>
<b>3.5.</b>	<b>Réalisation de prestations similaires .....</b>	<b>6</b>
<b>3.6.</b>	<b>Tranches .....</b>	<b>6</b>
<b>3.7.</b>	<b>Attribution en cas de lots séparés.....</b>	<b>6</b>
<b>3.8.</b>	<b>Variantes .....</b>	<b>6</b>
<b>3.9.</b>	<b>Prestations supplémentaires éventuelles.....</b>	<b>6</b>
<b>3.10.</b>	<b>Visite du site .....</b>	<b>6</b>
<b>4.</b>	<b>ORGANISATION DE LA MAÎTRISE DE L'OUVRAGE.....</b>	<b>7</b>
<b>4.1.</b>	<b>Maître de l'ouvrage.....</b>	<b>7</b>
<b>4.2.</b>	<b>Mandataire du maître de l'ouvrage.....</b>	<b>7</b>
<b>4.3.</b>	<b>Conduite d'opération .....</b>	<b>7</b>
<b>4.4.</b>	<b>Maîtrise d'œuvre .....</b>	<b>7</b>
<b>4.5.</b>	<b>Contrôle technique.....</b>	<b>7</b>
<b>4.6.</b>	<b>Coordination en matière de sécurité et de Protection de la Santé .....</b>	<b>7</b>
<b>4.7.</b>	<b>Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC) .....</b>	<b>7</b>
<b>5.</b>	<b>DURÉE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION .....</b>	<b>8</b>
<b>6.</b>	<b>OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>8</b>
<b>6.1.</b>	<b>Modalité de retrait et de consultation des documents .....</b>	<b>8</b>
<b>6.2.</b>	<b>Composition du dossier .....</b>	<b>8</b>
<b>6.3.</b>	<b>Obtention de renseignements complémentaires.....</b>	<b>9</b>
<b>6.4.</b>	<b>Modification de détail des documents de la consultation .....</b>	<b>9</b>
<b>7.</b>	<b>CONTENU DU PLIS A REMETTRE PAR L'ENTREPRISE .....</b>	<b>9</b>
<b>7.1.</b>	<b>Documents à transmettre au titre des candidatures .....</b>	<b>9</b>
<b>7.2.</b>	<b>Candidature en cas de sous-traitance et de groupement momentané d'entreprises</b>	<b>12</b>
7.2.1.	En cas de sous-traitance .....	12

7.2.2.	En cas de groupement momentané d'entreprises .....	12
<b>8.</b>	<b>MODALITES DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>13</b>
8.1.	Date et heure limites de réception des plis .....	13
8.2.	Mode de transmission des plis.....	13
8.2.1.	Transmission par voie électronique .....	13
8.2.2.	Format des fichiers remis par les candidats.....	14
8.2.3.	Signature électronique .....	14
8.3.	Copie de sauvegarde.....	14
8.4.	Recommandations et assistance au dépôt des plis électroniques.....	15
<b>9.</b>	<b>SELECTION DES CANDIDATURES et invitation à soumissionner .....</b>	<b>15</b>
9.1.	Examen des candidatures .....	15
9.2.	Exclusion .....	17
9.3.	Invitation à soumissionner.....	18
9.3.1.	Etablissement de la liste des candidats admis à négocier.....	18
9.3.2.	Jury .....	18
9.3.3.	Montant et conditions d'octroi de la prime .....	18
9.3.4.	Echange avec les candidats et soumissionnaires.....	18
9.4.	Langue.....	19
<b>10.</b>	<b>CONTENTIEUX.....</b>	<b>19</b>

# MARCHÉ DE TRAVAUX

Dans la suite du présent document, SEQENS SOLIDARITÉS est indifféremment désigné sous le vocable « pouvoir adjudicateur » ou « Maître de l'ouvrage ».

## 1. PRÉAMBULE – PRÉSENTATION DE SEQENS SOLIDARITÉS

SEQENS SOLIDARITÉS est une filiale d'Action Logement, acteur de référence depuis plus de soixante ans dans le secteur du logement social et du logement intermédiaire en France. Partenaire de premier plan des politiques locales de l'habitat, SEQENS SOLIDARITÉS a adopté la qualité de société à mission. La raison d'être de SEQENS SOLIDARITÉS est : "Donner à chacun sa chance en innovant pour l'habitat".

Les objectifs sociétaux et environnementaux précisent cette raison d'être :

1. Offrir à nos locataires la qualité du service au quotidien, contribuer à la vie des quartiers et favoriser les parcours résidentiels et la mixité sociale ;
2. Réaliser notre transition écologique par la réduction de notre empreinte carbone et la maîtrise énergétique ;
3. Déployer l'ensemble de nos compétences d'opérateur global pour transformer la Ville ;
4. Avec nos parties prenantes, agir durablement en acteur économique responsable en qualité d'employeur, acheteur et investisseur

SEQENS SOLIDARITÉS accompagne les politiques publiques en matière de logement et de politique de la ville et remplit une mission d'intérêt général à vocation sociale ayant pour objectif de proposer des logements de qualité aux personnes qui ne peuvent se loger sur le marché libre.

Elle intervient depuis l'achat de terrain, la conception et la réalisation des programmes jusqu'à leur gestion quotidienne et conduit également des opérations d'amélioration et d'entretien du patrimoine existant.

Enfin, elle participe à la politique de rénovation urbaine au travers d'un ambitieux programme d'opérations dans toute la France.

Pour plus d'informations, chaque candidat peut consulter le site internet : <https://www.SEQENS SOLIDARITÉS.fr/>

## 2. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

En application du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données (RGPD), les candidats sont informés que la société peut être amenée à traiter des données à caractère personnel les concernant (notamment, nom, prénom, fonction, numéro de téléphone, adresse mail) dans le cadre de la procédure de passation et de l'exécution du présent marché.

Les finalités de ces traitements sont la gestion des achats, des fichiers fournisseurs, la gestion des contacts, le contrôle de conformité sociale et fiscale du titulaire, l'évaluation de l'exécution du contrat, le paiement et la comptabilité, l'évaluation des fournisseurs, la prévention de la corruption et la gestion des contentieux et réclamations.

Ces traitements sont effectués par la société sur les bases légales de l'exécution des accords contractuels, du respect des obligations légales auxquelles elle est soumise et de son intérêt légitime à mettre en œuvre un suivi et une évaluation fournisseurs.

Ces données sont destinées aux prescripteurs internes de la société, à la direction des achats de SEQENS SOLIDARITÉS et, le cas échéant, aux entités en groupement de commande et aux sous-traitants.

Ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du marché, et en cas de contentieux jusqu'à exécution de la décision devenue définitive.

Conformément aux dispositions du RGPD, toute personne concernée par le traitement de ses données dispose notamment d'un droit d'interrogation, d'accès, de rectification, et d'effacement des données qui la concernent. Elle peut également s'opposer à leur traitement.

Ces droits s'exercent par mail à l'adresse électronique suivante : [protectiondesdonnees@seqens.fr](mailto:protectiondesdonnees@seqens.fr).

Toute personne concernée par ces traitements a le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

### **3. PRÉSENTATION DU MARCHÉ**

#### **3.1. Objet du marché de travaux**

L'objet du présent marché est la réalisation de travaux **Réhabilitation-Restructuration de l'auberge de jeunesse LE D'ARTAGNAN**.

Les travaux doivent être réalisés dans les règles de l'art et être conformes aux spécifications des CCTP.

Les prestations incluent la gestion exemplaire des déchets.

#### **3.2. Lieux d'exécution**

L'immeuble est situé au **80 rue Vitruve 75020 PARIS**.

#### **3.3. Procédure et forme du marché**

##### **3.3.1. Procédure**

Le présent marché est passé en procédure avec négociation (procédure formalisée) en application des articles L.2124-3, R.2124-3 4°, R. 2171-15, R. 2124-3, R. 2161-12 et suivants du code de la commande publique.

La procédure avec négociation, qui se déroulera uniquement en français, est décomposée en deux phases distinctes :

- 1- Une phase candidature au terme de laquelle le Pouvoir adjudicateur désigne les candidats admis à présenter une offre.  
Conformément aux dispositions des articles R. 2142-15 et suivants du code de la commande publique, le nombre maximum de candidats est fixé à 3 sous réserve de candidatures suffisantes et régulières.
- 2- Une phase offre au cours de laquelle le Pouvoir adjudicateur négociera les conditions d'exécution du marché avec les candidats admis à présenter une offre.

**SEQENS SOLIDARITÉS se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.**

**Le présent règlement de la consultation porte sur la phase de sélection des candidatures.**

S'agissant d'une procédure restreinte, à ce stade de la candidature, il n'est pas attendu de pièces relevant de l'offre. Toutes les pièces définitives permettant de déposer une offre seront communiquées aux candidats admis à la seconde phase.

Aucun acte d'engagement, mémoire technique ou prix, n'est attendu.

Le candidat doit produire uniquement les justificatifs précis, clairs et argumentés de ses capacités attendues dans le présent règlement de consultation.

### 3.3.2. Forme :

Le présent marché de travaux est un

- ☒ Marché ordinaire
- ☐ Marché fractionné à tranche (articles R 2113-4 et suivants du code de la commande publique) publique)
- ☐ Accord cadre à bons de commande mono attributaire (articles R 2162-13 à R 2162-14 du Code de la commande publique)
- ☐ Accord cadre mixte (article R 2162-3 du Code de la commande publique)

### 3.4. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti pour des raisons techniques. **Les contraintes d'exploitation de l'Auberge de jeunesse 'LE D'Artagnan', les spécificités techniques de réalisation des prestations dans un environnement contraint pour la Ville de PARIS et la FUAJ ainsi que les incidences financières ne permettent pas l'attribution en lots séparés.**

- ☐ L'objet du marché ne permet pas l'identification des prestations distinctes.
- ☒ La dévolution risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations
- ☐ La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ;

### 3.5. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement, avec le titulaire du marché, un marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique. Il est rappelé que la durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial. Le montant envisagé pour la réalisation de prestations similaires est pris en compte dans le cadre de la mise en concurrence du présent marché.

### 3.6. Tranches

Sans objet.

### 3.7. Attribution en cas de lots séparés

Sans objet.

### 3.8. Variantes

Les candidats admis à la phase offre pourront proposer au maximum deux variantes libres.

### 3.9. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

### 3.10. Visite du site

Voir le document « Bon de visite Seqens Solidarités ».

## **4. ORGANISATION DE LA MAÎTRISE DE L'OUVRAGE**

### **4.1. Maître de l'ouvrage**

SEQENS SOLIDARITÉS, SA d'HLM au capital de 1 286 320 €  
Immatriculée sous le n°304 537 525 au R.C.S. de Nanterre  
Immeuble « Be Issy »,  
14-16 Boulevard Garibaldi  
92130 ISSY LES MOULINEAUX

### **4.2. Mandataire du maître de l'ouvrage**

Sans objet.

### **4.3. Conduite d'opération**

La fonction de conduite d'opération est assurée par la maîtrise d'ouvrage.

### **4.4. Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par un groupement :

#### **Architecte :**

NAAJA Architectes Urbanistes  
71 Rue Robespierre  
93100 MONTREUIL

#### **Bureau d'études :**

LGX Ingénierie  
51, Rue Hoche  
94200 IVRY-SUR-SEINE

### **4.5. Contrôle technique**

Le contrôle technique est assuré par APAVE  
Agence IDF Nord et Ouest  
Immeuble CANOPY  
6 Rue du Général Audran  
92400 COURBEVOIE

### **4.6. Coordination en matière de sécurité et de Protection de la Santé**

La coordination en matière de sécurité et de Protection de la Santé est assurée par SOCOTEC  
Agence Prévention / Coordination SPS IDF Le Mirabeau  
5 Place des Frères Montgolfier  
GUYANCOURT - CS 207320  
78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX

### **4.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)**

Sans objet.

## 5. DURÉE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION

Le marché prend effet à compter de :

- ☐ Sa signature
- ☒ De l'ordre de service de démarrage
- ☐ De la date précisée dans le marché.

**Les travaux se dérouleront sur une durée prévisionnelle totale de 18 mois y compris période de préparation.**

**Le respect et l'optimisation du planning constitue un enjeu majeur de la consultation.**

## 6. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

### 6.1. Modalité de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation en phase candidature sont consultables et peuvent être retirés sur l'espace « entreprise » du site.

<https://www.SEQENS.fr/politique-dachat/>

[https://www.marches-securises.fr/perso/SEQENS\\_92/](https://www.marches-securises.fr/perso/SEQENS_92/)

- ❖ Il est impératif que les candidats retirent l'intégralité des documents, notamment pour identifier les interactions qu'il pourrait y avoir avec les lots pour lesquels le candidat ne soumissionnerait pas (pour le cas de marchés séparés). Le candidat remettant son offre est supposé connaître parfaitement l'ensemble des pièces mises à sa disposition et avoir posé toutes les questions nécessaires préalablement à son engagement.
- ❖ Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

### 6.2. Composition du dossier

L'ensemble des documents contractuels contenus dans le présent dossier de consultation est constitué par :

1. Le présent règlement de consultation et ses annexes :
  - **Annexe 1** : la fiche candidat,
  - **Annexe 2** : le Guide DUME,
  - **Annexe 3** : Marchés sécurisés – Guide entreprise – Réponse électronique,
  - **Annexe 4** : le récépissé contre remise sur place d'une enveloppe contenant une copie de sauvegarde,
2. Le Bon de visite, obligatoirement signé par le représentant de SEQENS sur le site concerné,
3. Le CCAP,
4. La Note de programme,
5. L'attestation de prise en compte des pièces (documents marchés)
6. L'attestation de non-interdiction de soumissionner



### 6.3. Obtention de renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour présenter leur candidature, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures**, une demande écrite adressée par courrier électronique à la plate-forme de dématérialisation : [https://www.marches-securises.fr/perso/SEQENS\\_92/](https://www.marches-securises.fr/perso/SEQENS_92/)

Les candidats recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plateforme.

Une réponse sera alors adressée à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, **au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures**.

### 6.4. Modification de détail des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation **au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite de remise des plis**. Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié sans pouvoir élever une quelconque réclamation à ce sujet. Dans le cas où un candidat aurait remis un pli avant les modifications, il pourra en remettre un nouveau sur la base du dernier dossier modifié, **avant la date et heure limites de dépôt des plis**.

Si, pendant l'étude du dossier par le candidat, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 7. CONTENU DU PLIS A REMETTRE PAR L'ENTREPRISE

Les documents remis par les candidats doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Par ailleurs, il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- Être clairs, concis et précis ;
- S'en tenir à apporter des réponses aux questions posées et aux exigences formulées par SEQENS SOLIDARITÉS.

### 7.1. Documents à transmettre au titre des candidatures

Dans un souci de simplification des formalités de réponse, les candidats devront présenter leur candidature en utilisant le service DUME (Document Unique de Marché Européen) mis à disposition sur notre profil acheteur. (Voir explication en annexe 3 du présent règlement – Guide DUME).

**La production des documents demandés dûment complétés dans le délai imparti conditionne la validité de la candidature.**

**Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace la candidature précédente.**

**Les documents suivants sont à fournir obligatoirement au titre de la candidature :**

- **Pièce n°1 : La fiche candidat** dûment complétée avec les qualifications obligatoires suivantes :

CE02 Déposes Démolitions	1112/1142
CE03 Gros œuvre maçonnerie	2112/4421
CE04 Revêtements de sols Scellés - Carrelage	6261 / 6312
CE05 Plâtrerie / Isolation intérieure / Faux plafonds	4132 / 7212/ 7142
CE06 Menuiserie Intérieure Bois	4312 / 4322
CE07 Revêtement Muraux-Peintures intérieures	6111
CE08 Revêtements de sols souples	6222
CE09 Étanchéité	3212
CE10 Métallerie Serrurerie	4412
CE11 Menuiseries extérieures ALU	3512 / 3542

CE12 Occultations	4522
CE14 Ravalement	2121 / 3422 / 6111 / 3813 / 7132
CE15 Plomberie sanitaire-GAZ	5112
CE16 Revêtement Faïences	6311 / 6323
CE17 Chauffage	5262 / 5272
CE18 Ventilation	5312
CE19 Électricité	CFLCPT3

**Le candidat ou groupement d'entreprises (chaque co-traitant) doit avoir une qualification RGE au regard des prestations d'amélioration des performances énergétiques (ravalement, étanchéité toitures terrasses, menuiseries extérieures, occultations, ventilation, chauffage, isolation intérieure).**

- **Pièce n°2 : Le document intitulé « Document Unique de Marché Européen » :**

Pour simplifier ses démarches, le candidat est invité à compléter ce document en ligne en utilisant le service DUME mis à disposition sur notre profil acheteur ;

ou à défaut :

- ☐ Le formulaire type établi par la commission européenne et disponible suivant ce lien :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique>

**Le DUME peut être remplacé par les DC1 et DC2.**

- ☐ Les formulaires de déclaration de candidature DC1 et DC2 et disponibles suivant ce lien :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

#### **Attention :**

**En cas de groupement momentané d'entreprises ou de déclaration de sous-traitance** dans le cadre de la présente mise en concurrence, seront remis, en plus de la déclaration de marché unique européen du candidat ou du mandataire :

- Une déclaration unique de marché européen pour chacun des membres du groupement ;
- Une déclaration unique de marché européen pour chacun des sous-traitants présenté

Ce document, pour chaque opérateur économique intervenant dans le cadre de la consultation, sera obligatoirement complété comme suit :

- Partie I : Information concernant la procédure de passation et le pouvoir adjudicateur** : à compléter exhaustivement par l'opérateur économique. En cas de groupement, à compléter pour chaque membre.
- Partie II : Information concernant l'opérateur économique** : à compléter exhaustivement par l'opérateur économique en joignant, le cas échéant, l'ensemble des documents joints requis. En cas de groupement, à compléter pour chaque membre.
- Partie III : Motifs d'exclusion** : à compléter exhaustivement par l'opérateur économique en joignant, le cas échéant, l'ensemble des documents joints requis.
- Partie IV : Critères de sélection** : à compléter obligatoirement s'agissant du point A (« aptitudes ») puis, pour les autres points, des seuls items listés ci-dessous (et, le cas échéant, de tous les documents joints requis pour l'item correspondant) :

**Seuls les informations et documents listés ci-dessous sont requis dans le cadre de la présente consultation, au titre des capacités juridiques, financières, techniques et professionnelles.**

L'opérateur économique a néanmoins la possibilité de compléter d'autres items concernant ses capacités financières, professionnelles et techniques. En effet, cette Déclaration Unique de Marché Européen a vocation, si l'opérateur économique qui la complète le souhaite, à être réutilisée dans le cadre de consultations à venir.

#### Partie IV : Critères de sélection - Capacités financières :

- Le candidat ou chaque membre du groupement doit produire les déclarations et attestations prévues aux articles R.2143-3 à R.2143-12 du Code de la commande publique.
- Les chiffres d'affaires globaux, au cours des trois derniers exercices disponibles, et les chiffres d'affaires annuels dans les domaines d'activité couverts par la présente consultation, au cours des trois derniers exercices disponibles.
- **Le candidat devra justifier d'un chiffre d'affaires annuel moyen, calculé sur les trois derniers exercices disponibles, au moins égal à vingt-et-un million d'euros Hors Taxes (21 M € HT).**
- **Tout candidat ne satisfaisant pas ce seuil sera éliminé sans analyse de sa candidature.**
- Le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels que le candidat a souscrit

#### Partie IV : Critères de sélection - Capacités professionnelles et techniques :

- Les effectifs moyens du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Les références du candidat en matière de travaux similaires et notamment avec un bailleur social, avec un volet -prestations réalisées au cours des trois dernières années (sur format libre).

##### a) Références en réhabilitation-restructuration lourde ou neuf TCE

- Le candidat devra présenter, sur format libre, **au minimum DEUX (2) références** de travaux :
  - en **restructuration lourde tous corps d'état, en milieu occupé ou vide**, indiquant le **lieu, la date et le montant des travaux exécutés avec le nom du représentant du maître d'ouvrage**
  - d'un montant global et forfaitaire **au moins égal à 7 M€ HT**,
  - livrées et/ou en cours de réalisation depuis moins de cinq (5) ans.

##### b) Référence spécifique en hébergement collectif (ERP)

- Le candidat devra justifier de **TROIS (03) références** de même nature (auberge de jeunesse, résidence étudiante, foyer de jeunes travailleurs, internat, hôtel social ou équivalent ERP), **en milieu occupé ou vide**, comprenant une **reconfiguration de chambres ou dortoirs** et/ou une **augmentation ou recomposition de capacité d'accueil (lits)** et exécutés durant les cinq dernières années (**3 projets maximum**) indiquant le **lieu, la date et le montant des travaux exécutés avec le nom du représentant du maître d'ouvrage, conforme au modèle SEQENS SOLIDARITÉS.**
- **Le non-respect de l'utilisation du modèle SEQENS SOLIDARITÉS entraîne l'élimination de la candidature.**
- **Les références hors cadre de référence (modèle SEQENS SOLIDARITÉS) ne seront pas analysées.**

##### c) Maîtrise des délais

- Le candidat devra démontrer la réalisation, parmi les références indiquées par lui, d'**au moins une opération livrée dans un délai inférieur ou égal à 18 mois**, période de préparation comprise avec indications des contraintes spécifiques.
- **Le non-respect de l'une de ces capacités professionnelles et techniques entraîne l'élimination de la candidature.**

Le candidat ou l'équipe candidate devra justifier des compétences suivantes :

- Les certificats de qualification professionnelle/certifications délivrés par des organismes indépendants ou tout moyen de preuve équivalent à la qualification demandée portant sur :

**Voir fiche Candidat**

e) **Partie V : Déclarations finales** : Cette partie sera dûment complétée et le document daté.

## **7.2. Candidature en cas de sous-traitance et de groupement momentané d'entreprises**

### **7.2.1. En cas de sous-traitance**

Si le candidat envisage de sous-traiter une partie des prestations égales ou supérieures à 600 euros TTC, il devra remettre, pour chaque sous- traitant présenté **dans le cadre de la remise de son offre** :

- Un Document Unique de Marché Européen (ou un DUME électronique – voir modalités figurant en annexe 5 du présent règlement de la consultation), complété intégralement des parties II, III et V. S'agissant de la partie IV de ce document, ne sont exigés que les renseignements et documents listés à l'article 7.1 du présent Règlement de la Consultation.
- Le candidat doit compléter l'acte d'engagement, qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement). Pour chacun des sous -traitants, le candidat devra joindre les renseignements exigés par les articles 2193-1 à 2193-7 du code de la commande publique.
- Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

Le titulaire pourra également faire appel à un sous-traitant **pendant l'exécution du marché**. Dans ce cas, il devra transmettre au même titre une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), accompagnée de l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité et dans le présent règlement de la consultation à l'article 7.1 du présent document.

La sous-traitance totale est prohibée.

La sous-traitance non acceptée et donc les conditions de paiement n'ont pas été agréées est interdite.

### **7.2.2. En cas de groupement momentané d'entreprises**

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises.

Dans ce cas, elle doit présenter, pour chacun des co-traitants :

- Un Document Unique de Marché Européen (modèle joint dans le Dossier de la consultation des entreprises ou un DUME électronique – voir modalités figurant en annexe 5 du présent règlement de la consultation), complété intégralement des parties II, III et V. S'agissant de la partie IV de ce document, ne sont exigés que les renseignements et documents listés à l'article 7.1 du présent Règlement de la Consultation.
- Les habilitations du mandataire à représenter ses cotraitants dans le cadre de la présente procédure de mise en concurrence (une habilitation par co-traitant).
- Le candidat joindra les annexes à l'acte d'engagement relatives à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Le candidat, qu'il soit mandataire ou co-traitant du groupement, n'a pas la possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

#### **7.2.2.1. Précision relative à la forme des groupements (R 2142-19 et suivants du code de la commande publique)**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-22 du code de la commande publique, aucune forme juridique déterminée n'est imposée, par le pouvoir adjudicateur s'agissant des groupements d'opérateurs au stade du dépôt de la candidature et de l'offre.

Toutefois, au stade de l'attribution et conformément aux dispositions de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. SEQENS SOLIDARITÉS souhaite ainsi se prémunir contre les risques d'une défaillance éventuelle de l'un des membres du groupement sur toute la durée du marché.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

#### **7.2.2.2. Précisions relatives à la composition des groupements**

Il est rappelé les dispositions de l'article R 2142-26 : « sans préjudice des dispositions de l'article L 2142-13, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché ».

Deux exceptions à ce principe sont prévues par ce même article :

- En cas de restructuration de société ou de procédure collective ;
- En cas de contrainte résultant d'une cause extérieure : cette exception reste appliquée de manière restreinte par le juge, excluant toute modification résultant d'une initiative propre au cotraitant sortant.

### **8. MODALITES DE REMISE DES PLIS**

#### **8.1. Date et heure limites de réception des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des plis indiquées sur la page de garde du présent document. Les plis qui sont reçus ou remis après ces dates et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés. En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis.

#### **8.2. Mode de transmission des plis**

##### **8.2.1. Transmission par voie électronique**

Les candidatures devront être transmises uniquement par voie électronique. **La transmission sous support papier n'est pas autorisée. Les candidatures envoyées par télécopie et par courriel ne seront pas acceptées.**

Les candidatures sont envoyées électroniquement sous la seule responsabilité des candidats.

Il est attendu du candidat une réponse par envoi électronique sur le profil acheteur de SEQENS SOLIDARITÉS accessible à partir de l'adresse suivante : [https://www.marches-securises.fr/perso/SEQENS\\_92/](https://www.marches-securises.fr/perso/SEQENS_92/)

La réponse électronique doit être effectuée :

- Dans les conditions fixées par l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, ainsi que par les arrêtés du 27 juillet 2018 (JORF n°0178 textes 21, 22 et 23) relatifs notamment aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics,
- Conformément aux articles 8.3 et 8.4 du présent règlement de consultation,
- Selon les Conditions Générales d'Utilisation de la plate-forme de dématérialisation, transmises en annexe du présent règlement de consultation.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des plis peuvent être modifiées.

Tout dépôt sur une plate-forme de dématérialisation, sur un site Internet ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée ci-dessus est nul et non avenue (hors recours au coffre-fort numérique, au sens de l'arrêté du 27 juillet 2018 relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics).

Les candidats doivent prendre connaissance des prérequis techniques relatifs au dépôt des candidatures qui sont détaillés sur la plate-forme de SEQENS SOLIDARITÉS et rappelés dans l'annexe « Marchés sécurisés - Guide entreprise – Réponse électronique ».

Cette annexe fait également état des formats de fichiers devant être obligatoirement remis par les candidats.

### 8.2.2. Format des fichiers remis par les candidats

Pour compresser les fichiers, les logiciels du type 7-zip ou .zip doivent être utilisés.

Chaque candidat doit préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par SEQENS SOLIDARITÉS peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé

### 8.2.3. Signature électronique

Les candidatures transmises par voie électronique ou envoyées sur support physique électronique doivent être signées au moyen d'un certificat de signature électronique qui garantit notamment l'identification du candidat.

A compter du 1er avril 2019, et en application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, les candidats doivent utiliser une signature électronique « avancée » reposant sur un « certificat qualifié » tel que défini par le règlement européen du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques.

Le certificat de signature électronique qualifié doit être délivré soit par « un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé soit par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.

L'arrêté du 22 mars 2019 abroge l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique. Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de cet arrêté demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Une liste de Prestataires de Services de Confiance électronique (PSCe) qui peuvent fournir un certificat est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.lsti-certification.fr/fr/>

- ❖ A défaut de signature électronique des documents pour lesquels celle-ci est requise, une régularisation sera possible après remise des plis. En tout état de cause, si ces documents ne sont pas signés dans les délais impartis dans la demande de régularisation, la candidature et/ou l'offre du candidat sera(ont) déclarée(s) irrégulière(s).
- ❖ A défaut de remise d'offre dématérialisée, il sera demandé au candidat, dans le cadre d'une demande de régularisation, de se mettre en conformité avec le règlement de la consultation. A défaut de mise en conformité dans les délais impartis, l'offre papier qui aura été remise sera déclarée irrégulière.

## 8.3. Copie de sauvegarde

Il est **possible d'envoyer une copie de sauvegarde** sur support papier ou sur support physique électronique à l'adresse figurant en annexe 1 du présent règlement de la consultation.

Celle-ci devra être envoyée en ajoutant la mention « **COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR** » Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par SEQENS SOLIDARITÉS,
- Lorsqu'une candidature ou une offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue à SEQENS SOLIDARITÉS dans les délais ou bien n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais

#### **8.4. Recommandations et assistance au dépôt des plis électroniques**

Les candidats sont invités à anticiper la remise de leurs plis en prenant connaissance des conditions d'utilisation de la plate-forme de dématérialisation :

Pour toute demande d'assistance technique, question ou problème rencontré pour le dépôt du pli sur la plateforme, le candidat peut :

- Cliquer sur le bouton de l'Aide en ligne de la plateforme qui expose le mode opératoire de dépôt des candidatures et des offres.
- Contacter la hotline de la plateforme : 04 92 90 93 27

### **9. SELECTION DES CANDIDATURES ET INVITATION À SOUMISSIONNER**

Attention : SEQENS SOLIDARITÉS communiquera uniquement de manière électronique pour les échanges éventuels avec les candidats

A cet effet, le candidat précise des courriels de référence (Cf. « fiche coordonnées du candidat »). A défaut, le courriel indiqué lors du retrait du DCE servira de courriel de référence.

#### **9.1. Examen des candidatures**

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 et suivants du code de la commande publique.

Eu égard à l'objet du marché, les compétences minimales et certifications attendues des candidats sont les suivantes :

##### **Voir fiche Candidat**

**Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées à l'article 7.1 du présent règlement sont manquantes ou incomplètes, il peut être décidé soit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces, dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à dix jours, soit d'éliminer la candidature. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments seront éliminées.**

**La candidature sera jugée au regard des capacités juridiques, techniques, professionnelles et financières de la société candidate ou du groupement d'entreprises, conformément aux exigences formulées à l'article 7.1 du présent règlement.**

**Le non-respect de l'une de ces capacités juridique, techniques, professionnelles et financières entraîne l'élimination de la candidature.**



Les candidatures recevables sont analysées et notées sur 100 points, selon les critères ci-dessous :

Critères	Détail des éléments évalués	Nombre de Points
<b>1- Capacités économiques et financières</b>  <b>15 points</b>	<b>Chiffre d'affaires global moyen (3 derniers exercices)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Adéquation du niveau de chiffre d'affaires avec le montant et la durée du marché</li> <li>Capacité à absorber un chantier représentant une part significative de l'activité</li> </ul>	<b>5</b>
	<b>Chiffre d'affaires spécifique en travaux TCE / réhabilitation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Part des activités en restructuration lourde ou opérations complexes</li> <li>Cohérence entre spécialisation déclarée et nature de l'opération</li> </ul>	<b>5</b>
	<b>Fiabilité et Solidité financière</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Équilibre financier global</li> <li>Justification de la fiabilité et solidité financière</li> <li>Cohérence des assurances professionnelles fournies avec l'objet du marché</li> </ul>	<b>5</b>
<b>2- Références en réhabilitation - restructuration lourde TCE</b>  <b>25 points</b>	<b>Pertinence des références présentées</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nature des travaux réalisés (TCE)</li> <li>Montant et ampleur des opérations</li> </ul>	<b>10</b>
	<b>Complexité technique des opérations de référence</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Intervention sur bâtiment existant</li> <li>Coordination de multiples corps d'état</li> <li>Gestion des interfaces techniques</li> </ul>	<b>7,5</b>
	<b>Comparabilité avec l'opération projetée</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Restructuration lourde en milieu urbain</li> <li>Contraintes d'accès, de phasage et de sécurité</li> </ul>	<b>7,5</b>
<b>3- Références en EPR</b>  <b>25 points</b>	<b>Nature du projet réalisé et/ou en cours de réalisation et destination de l'établissement</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nature des travaux réalisés (TCE)</li> <li>Pertinence et comparabilité des travaux de démolitions et renforcements associés</li> <li>Pertinence et comparabilité des travaux à la réalisation de l'ITE et du revêtement de façade (Mur rideau à claire-voie et tenture métallique)</li> <li>Pertinence et comparabilité des travaux de reconfiguration des espaces d'hébergement</li> </ul>	<b>25</b>
<b>4- Moyens humains et organisation du chantier</b>  <b>15 points</b>	<b>Organisation générale du chantier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Clarté de l'organigramme</li> <li>Répartition des responsabilités</li> <li>Identification des interlocuteurs clés</li> </ul>	<b>5</b>
	<b>Qualification et expérience des profils dédiés</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Chef de projet / conducteur de travaux</li> <li>Chef de chantier</li> <li>Compétences spécifiques en restructuration lourde</li> </ul>	<b>5</b>
	<b>Capacité de coordination TCE</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Pilotage des interfaces entre démolition, gros œuvre, clos-couvert, corps d'état techniques</li> <li>Maîtrise des sous-traitants éventuels</li> </ul>	<b>5</b>



<b>5- Capacités de maîtrise du planning et des délais</b>  <b>20 points</b>	<b>Références livrées dans des délais contraints</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Opérations réalisées dans un délai inférieur au délai objectif</li> <li>Respect effectif des délais annoncés</li> </ul>	<b>8</b>
	<b>Compréhension des enjeux de phasage des travaux en lien avec les références et moyens humains indiqués</b>	<b>6</b>
	<b>Capacités et outils de pilotage du planning (méthodes / modes / organisation)</b>	<b>6</b>

**En cas d'égalité de notes, la note du critère « Capacités de maîtrise du planning et des délais » sera prépondérante.**

Les **trois (3) candidats les mieux classés** seront admis à la phase offres et négociation.

## 9.2. Exclusion

Conformément aux articles L. 2141-7, L. 2141-8 et L. 2141-10 du CCP, l'Acheteur peut exclure de la procédure de passation un candidat qui a :

- au cours des trois années précédentes, lors de l'exécution d'un marché public antérieur avec l'Acheteur, avec l'une des sociétés du Groupe SEQENS SOLIDARITÉS :
  - dû verser des dommages et intérêts,
  - été sanctionné par une résiliation de son marché,
  - fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles.
- entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'Acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché, ou a fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;
- par sa participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché, eu accès à des informations susceptibles de fausser la concurrence ;
- par sa candidature, créé une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens.

Conformément à l'article L.2141-9 du CCP, l'Acheteur peut également exclure de la procédure de passation d'un marché les candidats à l'égard desquels il dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

Pour tout candidat qui serait concerné par les exclusions susvisées, conformément à l'article L. 2141-11, la candidature doit être complétée par un courrier (maximum 2 pages) détaillant les mesures correctrices mises en place pour supprimer les problématiques rencontrées ou établissant que sa participation à la procédure de passation du marché n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. A défaut de fournir ces éléments au moment de la candidature ou sur demande de l'Acheteur lors de l'analyse ou en cas de réponse non satisfaisante, la candidature pourra être écartée.

Lors du dépôt des candidatures, tout candidat doit informer l'Acheteur de ses liens juridiques et financiers existant avec d'autres candidats. Il doit notamment préciser :

- s'il est filiale d'une des autres sociétés candidates au sens de l'article L233-1 du code de commerce ou,
- s'il est contrôlé par une autre société candidate au sens de l'article L233-3 du même code ou,
- si avec d'autres sociétés candidates sans liens juridiques ou financiers entre elles (« sociétés sœurs ») ils constituent des filiales d'une même société ou sont sous son contrôle (articles L233-1 et L233- 3 du code de commerce).

Le cas échéant, le candidat doit alors justifier par tout moyen, qu'il dispose d'une autonomie commerciale de nature à garantir l'élaboration d'une candidature et d'une offre totalement indépendantes afin de prévenir tout risque de concertation.

En ce sens, les candidats concernés doivent pouvoir justifier :

- De moyens humains et techniques strictement distincts
- D'une absence totale de similarité de leurs offres pour un même lot

A défaut de respecter ces conditions, l'acheteur devra considérer les candidats comme un seul et unique soumissionnaire.

Conformément aux articles R. 2143 – 7 à 10 du code de la commande publique, l'Acheteur peut exclure de la procédure de passation d'un marché les candidats qui n'ont pas souscrit les déclarations en matière fiscale ou sociale ou n'ont pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles.

Les candidats dont l'expérience et les capacités professionnelles, techniques ou financières apparaîtraient insuffisantes ou sans rapport avec le besoin exprimé, verront leur candidature éliminée.

Conformément à l'article L.2141-12 du CCP, le candidat est par ailleurs tenu d'informer l'Acheteur, pendant tout le déroulement de la consultation, de l'ouverture à son encontre d'une procédure collective, ou de son évolution si cette procédure collective est déclarée au moment de la remise des candidatures.

### **9.3. Invitation à soumissionner**

#### **9.3.1. Etablissement de la liste des candidats admis à négocier**

En application de l'article R. 2144-5 du code de la commande publique, l'envoi de l'invitation à soumissionner est précédé de l'examen des candidatures et la transmission des éléments demandés au titre de la candidature.

Conformément aux dispositions des articles R. 2142-15 et suivants du code de la commande publique, le nombre maximum de candidats admis à soumissionner est fixé à 3 (sous réserve de candidatures suffisantes et régulières).

**Lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum indiqué, l'acheteur peut poursuivre la procédure avec ces candidats.**

La négociation sera menée en une ou plusieurs phases successives au sens de l'article R. 2161-18 du code de la commande publique.

Le ou les soumissionnaires admis à participer aux négociations recevront une convocation pour participer aux réunions de négociation assortie, le cas échéant, d'une liste de questions, précisions ou demandes d'amélioration.

Conformément à l'article R. 2161-17 du code de la commande publique, les candidats sont informés que le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

#### **9.3.2. Jury**

La désignation d'un jury n'est pas prévue dans le cadre de la présente procédure conformément aux articles R.2171-15 et R.2171-16 du Code de la commande publique.

#### **9.3.3. Montant et conditions d'octroi de la prime**

Sans objet.

#### **9.3.4. Echange avec les candidats et soumissionnaires**

Pendant toute la procédure de passation, les communications du pouvoir adjudicateur aux candidats (demande de compléments de pièces de candidature, demande de production de pièces administratives, lettre d'invitation à déposer les offres initiales, convocation aux séances de négociation...) sont uniquement envoyées par la plateforme de dématérialisation. Les communications sont envoyées à l'adresse mail fournie par le candidat sur le profil acheteur.

Les candidats répondent aux demandes du pouvoir adjudicateur par le bouton "répondre au message" de la plateforme de dématérialisation sauf pour le dépôt des candidatures, des offres initiales et finales.

## **9.4. Langue**

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

## **10. CONTENTIEUX**

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

**TGI NANTERRE**

**179/191 avenue Joliot Curie**

**92 000 NANTERRE**

[www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre](http://www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre)

Groupe Action logement  
Immeuble « Be Issy »,  
14-16 Boulevard Garibaldi  
92130 ISSY LES MOULINEAUX

## **ANNEXE 2**

### Guide DUME

**Depuis le 1er avril 2018, vous avez la possibilité de candidater avec un DUME électronique :**

Dans un souci de simplification des formalités de réponse, nous vous invitons fortement à compléter le DUME en ligne en utilisant le service DUME mis à disposition sur notre profil acheteur.

Nous vous rappelons que le DUME (Document Unique de Marché Européen) est un formulaire standard de l'Union Européenne qui peut être utilisé pour répondre à des appels d'offres en France et à l'étranger.

⇒ Le DUME, une solution simple et fiable : Ce document dématérialisé et réutilisable est pré-rempli sur la base du numéro SIRET et permet de :

- Bénéficier d'une reprise des données légales de votre entreprise (raison sociale, numéro de TVA intracommunautaire, adresse, mandataires sociaux),
- Bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de votre entreprise et de son chiffre d'affaires global, } d'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS),
- D'attester de la souscription aux assurances appropriées et de l'inscription aux registres du commerce de l'Etat dans lequel votre entreprise est établie.

Le DUME rend également possible la récupération automatique des attestations à fournir lors de la signature du marché.

Ces attestations sont récupérées dès la validation du formulaire et votre entreprise est libre de les utiliser ou non.

Le DUME est réutilisable aussi longtemps que les données restent correctes et pertinentes, quel que soit le profil acheteur sur lequel il a été créé ; ce qui permet de ne pas avoir à le renseigner en totalité à chaque nouvelle consultation.

Le DUME permet sans difficulté les réponses aux consultations multi-lots et les réponses en groupement.

Le DUME ne nécessite pas de signature électronique au moment de l'envoi de la réponse. Il est toutefois sécurisé par l'authentification sur le profil acheteur.

Pour renseigner votre DUME, il vous suffit de vous rendre sur le profil acheteur de Seqens et de choisir le DUME comme modalité de réponse.

Une rubrique « DUME » vous permettra alors de préparer des modèles de DUME, adaptés à vos différentes activités, automatiquement pré-remplis en fonction de votre SIRET, et ensuite de les associer à une consultation spécifique. Lors du dépôt, notre profil acheteur intégrera le DUME sélectionné dans le pli, ainsi que les attestations fiscales et sociales officielles produites par le « Service DUME », après votre validation.

Groupe Action logement  
Immeuble « Be Issy »,  
14-16 Boulevard Garibaldi  
92130 ISSY LES MOULINEAUX

## ANNEXE 3

### BON DE VISITE

À signer par un représentant de Seqens

Pour les modalités de la visite du site obligatoire, il conviendra de prendre RDV avec le représentant Seqens Solidarités dont les coordonnées sont ci-dessous pour effectuer la visite à l'une des deux dates suivantes :

- Lundi 12 janvier 2026 ;
- Lundi 19 janvier 2026.

**OPÉRATION : Travaux de Réhabilitation-Restructuration de l'auberge de jeunesse LE D'ARTAGNAN**

**Adresse : 80 rue Vitruve 75020 PARIS**

**Coordonnées du représentant SEQENS SOLIDARITÉS :**

**Monsieur Omar LAHLOU-AMINE**

Tel : 06 62 46 95 44

Mail : [omar.lahlou-amine@seqens.fr](mailto:omar.lahlou-amine@seqens.fr)

Nom du représentant de SEQENS SOLIDARITÉS :

Atteste que l'entreprise : .....

A visité le site le : .....

Signature du représentant  
SEQENS SOLIDARITÉS

Signature du Candidat

Groupe Action logement  
Immeuble « Be Issy »,  
14-16 Boulevard Garibaldi  
92130 ISSY LES MOULINEAUX

## ANNEXE 4

Récépissé contre remise sur place d'une enveloppe contenant une copie de sauvegarde

Se munir du présent récépissé

La mention « **COPIE DE SAUVEGARDE-NE PAS OUVRIR** » doit figurer sur l'enveloppe

La copie de sauvegarde peut être sur support papier ou sur support électronique

PROCÉDURE FORMALISÉE – PROCÉDURE AVEC NÉGOCIATION

**MARCHE N° 25R06C017P**

Objet de la consultation : **TRAVAUX DE Réhabilitation-Restructuration de l'auberge de jeunesse le d'Artagnan**

Reçu le :        à        h

Pli(s) de la Société :

Signature de Seqens

Service Courrier

Votre validation.